

L'opéraïsme et le pouvoir ouvrier dans l'usine – le cas de Porto Marghera

Yohann Douet

Workerism and workers' power in the factory – the case of Porto Marghera

Abstract: To study how workerism understands workers' power in the factory, we start from texts of different kinds (theoretical, political, artistic, testimonial, etc.) written by Porto Marghera activists and workers. While workerists conceive of workers' power as autonomy (from both capital and established workers' organizations), for them this does not mean to *positively* exercise this workers' power, either in the factory (where it would be a matter of directing production) or in society as a whole. In contrast to such a positive model of workers' power, which Gramsci espoused during the Turin factory council movement (1919-1920), the workerists develop a negative approach, seeing workers' power primarily as resistance and as the interruption of production, and more generally as the intensification of the proletariat's antagonistic capacity, in the perspective of the refusal of work. In concrete struggles (around wages, working hours, noxiousness, etc.), the development of this workers' power certainly implies exercising certain types of control over the work process (modifying its rhythm, organization, etc.). But this does not, at least for the actors involved, amount to calling into question the fundamental negativity of workers' power, since such an indirect control. It is often no more than the effect of specific negations (interruption of work at specific times or places, for example), and is seen only as a moment aimed at intensifying the struggle and the capacity for interruption at a later date.

Keywords: Workerism; Strike; Salary; Gramsci; Foucault.

1. Introduction

La question du pouvoir ouvrier dans l'usine accompagne toute l'histoire de l'opéraïsme, et nous tâcherons de préciser la manière spécifique dont elle a été posée.

Pour nous mettre sur la voie, revenons brièvement sur une autre expérience historique de construction et de théorisation du pouvoir ouvrier, particulièrement prégnante dans l'imaginaire politique italien : le mouve-

* YOHANN DOUET: docteur en philosophie et chercheur rattaché au laboratoire Sophiapol, Université Paris Nanterre (y.douet@laposte.net; ORCID: 0000-0002-3564-8304).

ment des conseils d'usine (en premier lieu à Turin), lors du *biennio rosso* (les deux années rouges) de 1919 et 1920. L'un des témoins, dirigeants et théoriciens les plus importants en a été Antonio Gramsci¹. Son objectif explicite était de développer les conseils d'usines, composés de délégués élus dans chaque atelier. Ces conseils d'usine relevaient d'une logique différente de celle des syndicats et des partis, et étaient ouverts à tous les travailleurs, sans condition². L'organisation des conseils épousait la forme de la division du travail et de l'organisation de la production, les délégués élus dans les ateliers se regroupant en conseil au niveau de l'usine. Dans la perspective gramscienne, il s'agissait de pousser jusqu'à son terme l'édification des conseils : des délégués des conseils d'usines pourraient se regrouper en conseil au niveau de la ville ; les conseils de villes pourraient à leur tour envoyer leurs délégués dans un conseil de région, etc. Par une telle pyramide de conseils ancrée dans le monde de la production, Gramsci estimait ainsi avoir trouvé le cœur d'un État prolétarien – un État nouveau alternatif à l'État parlementaire bourgeois et destiné à le remplacer, comme l'avait fait l'État des Soviets en Russie. En ce sens, les conseils d'usines étaient censés être à la fois la réalité effective du pouvoir ouvrier dans l'usine, et le germe d'un pouvoir ouvrier à construire pour le pays tout entier.

Au niveau de l'usine, cela impliquait d'organiser les ouvriers en tant que *producteurs* et non en tant que *saliariés*. Pour Gramsci, les syndicats appréhendent les ouvriers seulement en tant que force de travail, en tant que *marchandise* dont il s'agit de négocier le prix à la hausse, et se situent ainsi toujours sur le terrain du capitalisme. À l'inverse, les conseils d'usine expriment le rôle productif des ouvriers, relèvent d'une logique hétérogène et mettent en jeu des valeurs nouvelles, proches de la « morale des producteurs »³ de Sorel. Il s'agit de créer des institutions capables de retirer la direction de la production aux capitalistes et de l'assurer mieux qu'eux, plus efficacement. En septembre 1920, lorsque de nombreuses usines sont occupées et même protégées les armes à la main, la production est relancée sous direction ouvrière dans certaines de ces usines, notamment aux usines FIAT de Turin. Gramsci, lorsqu'il revient sur ces événements un an après dans un article intitulé « Gestion capitaliste et gestion ouvrière », reven-

¹ Il animait alors, avec ses camarades Angelo Tasca, Umberto Terracini et Palmiro Togliatti, la revue hebdomadaire *Ordine nuovo* (fondée le 1^{er} mai 1919). Pour l'histoire de l'*Ordine nuovo*, on peut se référer à la biographie intellectuelle de Gramsci écrite par Romain Descendre et Jean-Claude Zancarini, (2023, 123-157).

² Sur les conseils d'usine, voir Gramsci (1974 [1920]), et en particulier *Démocratie ouvrière*, juin 1920, 244-248).

³ Voir Sorel (2013 [1907], 181-210).

dique avec fierté l'efficacité de la gestion ouvrière⁴, affirmant même que la production sous contrôle ouvrier était plus importante⁵. L'enjeu décisif du pouvoir ouvrier dans l'usine s'avère ainsi de démontrer – et cela d'abord aux yeux des ouvriers eux-mêmes – que le prolétariat est capable de prendre la direction de la production, et même de faire mieux que les capitalistes, afin de démontrer qu'il peut le faire aussi au niveau de la société entière, et cela dans l'intérêt de tous. Le pouvoir ouvrier apparaît dans cette perspective comme une réalité à construire puis à exercer *positivement*, au niveau de l'usine et, à terme, au niveau de la société dans son ensemble.

Nous verrons que, même si les opéraïstes partagent avec Gramsci une vision du pouvoir ouvrier comme *autonomie*, le pouvoir ouvrier autonome qu'ils théorisent et pratiquent est radicalement différent, dans la mesure où ils l'appréhendent principalement comme *négativité*⁶, le comprennent comme antagonisme, résistance et interruption, non comme direction ou gestion de la production, et encore moins comme germe d'un nouveau type d'État. Il apparaît certes que le développement du pouvoir ouvrier dans des luttes concrètes (autour du niveau du salaire, du refus du travail ou de la nocivité, selon des modalités de lutte spécifiques) implique bien d'exercer certains types de contrôles sur le procès de travail (modifier son rythme, son organisation, etc.). Dans la perspective des acteurs, cela n'est toutefois pas censé – en dépit de certaines tensions – remettre en cause la négativité fondamentale du pouvoir ouvrier. En effet, soit un tel contrôle n'est lui-même conçu que comme l'effet de *négations déterminées* (interruption du travail dans des moments ou lieux spécifiques, par exemple), soit il n'est appréhendé que comme un moment destiné à intensifier ultérieurement la lutte et la capacité d'interruption.

⁴ « Pendant la période d'occupation et de gestion ouvrière directe, bien que la majorité des techniciens et des employés de l'administration eût déserté le lieu de travail et qu'une importante partie du personnel ouvrier eût été prélevée pour remplacer les déserteurs et accomplir des fonctions de surveillance et de défense militaire, le niveau de production fut plus élevé que pendant la période précédente, caractérisée par la réaction capitaliste qui suivit la grève d'avril 1920 », Gramsci, (1974). Voir surtout *Gestion capitaliste et gestion ouvrière*, (Ivi, 164-165).

⁵ « Pendant la période qui suivit l'occupation – où le contrôle ouvrier et le pouvoir des Conseils d'usine atteignirent leur maximum d'efficacité – la production des usines Fiat fut telle, tant en quantité qu'en qualité, qu'elle dépassa de loin la production du temps de guerre : de quarante-huit voitures par jour on passa d'un bond à soixante-dix voitures par jour » (*ibidem*, 165).

⁶ L'idée de négativité essentielle du prolétariat (de son activité, de sa conscience et de son pouvoir) sont au cœur de l'étude philosophique de l'opéraïsme proposée par Cavazzini (2013).

Nous étudierons plus précisément cette question à partir des luttes de Porto Marghera. Cette ville et port de la banlieue de Venise, où les industries métallurgiques et surtout chimiques étaient très développées⁷, a constitué, notamment avec l'usine de Montedison (le « Petrolchimico »)⁸, l'un des bastions du groupe Potere Operaio⁹. À partir du début des années 1960, une activité théorico-politique importante est menée, autour de la revue *Progresso veneto* (1959-1963), par un groupe d'intellectuels basés à Padoue, avec en particulier Guido Bianchini, Luciano Ferrari Bravo, Francesco Tolin et bien sûr Antonio Negri¹⁰. Les enquêtes et interventions de ce groupe ont progressivement permis de tisser des liens d'une part avec des étudiants de Padoue et Venise, et d'autre part avec les ouvriers de Marghera. Le groupe s'est structuré, est devenu Potere operaio veneto-emiliano en 1964, puis a été l'une des principales composantes de l'organisation nationale Potere operaio créée en août 1969 (et dissoute en 1973). En lien avec ce groupe politique, est créé dans le sillage des grèves de 1963 le Comité ouvrier de Porto Marghera, qui a existé jusqu'en novembre 1972, date à laquelle il se dissoudra dans l'Assemblée ouvrière autonome, tout en rompant avec l'organisation nationale Potere operaio. Si les effectifs des membres de Potere operaio au sens strict étaient assez restreints à Porto Marghera (au maximum une cinquantaine de personnes¹¹) le Comité ouvrier a eu une grande influence, en particulier au Petrolchimico¹². Les écrits du Comité ouvrier – sans doute élaborés initialement avec les dirigeants de Potere operaio veneto-emiliano mais issus principalement de la réflexion de travailleurs après 1968 – s'avèrent particulièrement précieux pour thématiser la construction du pouvoir ouvrier dans l'usine, tout comme les

⁷ En 1965, date de l'apogée de l'activité industrielle dans la ville, « 40 000 travailleurs [étaient] répartis entre les grandes firmes et une foule d'entreprises adjudicataires pour les travaux et la manutention » Zazzara, (2019, 151).

⁸ Cette usine a compté jusqu'à 7800 travailleurs en 1976 d'après Franco Bellotto, cité dans Devi Sachetto et Gianni Sbrogiò (dir.), (2012, 271).

⁹ Pour cette histoire, on se reportera à la thèse de doctorat magistrale de Marie Thirion (2022), soutenue à l'Université Grenoble Alpes en 2022. Nous citerons ci-dessous la thèse elle-même, mais il convient de noter qu'elle a abouti à la publication de l'ouvrage en 2024.

¹⁰ Voir Antonio Negri (2012).

¹¹ D'après l'un des militants, Armando Penzo, cité dans Devi Sachetto et Gianni Sbrogiò (dir.), Ivi (297).

¹² Toujours d'après Armando Penzo, près de la moitié des travailleurs de l'usine pouvaient être considérés comme sympathisants (Ivi).

pratiques et les luttes menées par ce même Comité, ainsi que les témoignages et écrits ultérieurs de certains de ses membres¹³.

2. Le pouvoir ouvrier dans l'usine comme autonomie

On peut relever un certain nombre d'éléments communs entre les luttes de Turin en 1919-1920 et celles de Marghera dans les années 1960 et 1970, qui expriment une vision partagée du pouvoir ouvrier comme autonomie (à l'égard du pouvoir du capital, mais aussi de celui des organisations ouvrières établies). Le rapprochement entre les deux expériences historiques est du reste fait par certains militants de Marghera, qui se réfèrent au Gramsci de l'époque des conseils d'usine, *contre* le Gramsci figure tutélaire du Parti Communiste italien. Germano Mariti (travailleur de l'usine Montepioni-Montevecchio) affirme ainsi dans un entretien avec Devi Sachetto en 2007 que les luttes des années 1960 et 1970 relevaient « d'un syndicalisme radical, [...] d'un maximalisme des années vingt, d'une *conception gramscienne des conseils d'usine qui n'intéressait pas le PC puisque la situation telle qu'elle était lui convenait très bien* »¹⁴.

Dans les deux expériences historiques, on constate un net refus de la logique de *marchandisation* de la force de travail. Écoutons Armando Penzo (ouvrier au sein du « Petrolchimico »), revenant sur l'expérience de Marghera (lui aussi dans un entretien avec Devi Sachetto en 2007) :

La classe ouvrière je l'ai vécue, car il ne suffit pas de la ressentir ! Tu fais partie de la classe ouvrière et tu te sens dans la classe ouvrière. Mais si tu en fais partie, c'est en ce sens que la vie, ta vie, tu ne peux pas la vendre comme ça. Des millions de personnes ne peuvent pas la vendre comme ça, pour rien ! Tu vends ta vie, sans t'apercevoir que tu l'as vendue et que tu l'as vécue pour rien¹⁵.

Un autre point commun évident avec l'expérience turinoise est le lien *organique* existant entre les intellectuels militants et les ouvriers – lien qui se noue dans les deux cas à l'écart des organisations officielles, qu'il s'agisse des syndicats ou des partis.

¹³ L'ouvrage déjà cité, *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera*, et dirigé par Devi Sachetto (sociologue) et par Gianni Sbrogiò (ancien militant du Comité ouvrier et technicien de la Montedison) est à cet égard très riche. Voir également Bortolozzo (1998) ; Donaggio (1977) ; Sbrogiò (1990) ; Trevisan (2017).

¹⁴ Cité dans Sachetto et Sbrogiò (dir.) (2012, 334). Je souligne.

¹⁵ Ivi (312).

Enfin, et il s'agit peut-être de l'élément le plus fondamental, à Turin comme à Marghera le pouvoir ouvrier est appréhendé *par en bas*, indissociablement d'une nouvelle forme de démocratie : une démocratie conseilliste (avec délégués d'ateliers, etc.) dans le cas de Turin pendant le *biennio rosso* ; une démocratie d'assemblée à Marghera, *a fortiori* après la création de l'Assemblée ouvrière en 1972. Il faut certes nuancer ce rapprochement en remarquant que dans le second cas le refus de délégation est plus poussé, et les rapports avec les partis et syndicats plus conflictuels encore qu'en 1919-1920. À Marghera, après les grandes grèves de la seconde moitié de 1968, un certain nombre d'animateurs du Comité ouvrier sont exclus du syndicat communiste, la CGIL. Pour les opéraïstes, construire le pouvoir ouvrier dans l'usine signifiait aussi le retirer au syndicat, dans la mesure où – comme le formule un tract de 1969 – le syndicat est « désormais une composante de l'État, à savoir de l'organisation collective des intérêts patronaux dans leur ensemble »¹⁶. Parce qu'au fond les syndicats reçoivent des patrons « le droit de contrôler les ouvriers dans l'usine, [...] nous devons refuser toute délégation de pouvoir à qui que ce soit »¹⁷.

3. Positivité et négativité du pouvoir ouvrier

Il existe donc d'importants éléments communs entre l'expérience historique de Turin et celle de Marghera mais caractériser le pouvoir ouvrier comme autonomie reste encore trop peu déterminé, et le plus intéressant dans cette comparaison est de mettre en évidence les différences. Dans le second cas et contrairement au premier, le pouvoir ouvrier signifie moins prendre la direction de la production à la place des capitalistes que résister au pouvoir de classe capitaliste, et cela en interrompant la production, dans une perspective de refus du travail : comme un « pouvoir de négation du travail »¹⁸. Les opéraïstes, contrairement à Gramsci, appréhendent moins le pouvoir ouvrier comme une *positivité* à établir que comme une *négativité* à intensifier. Le Comité ouvrier de Porto Marghera, dans un texte fondamental de 1970 (le premier opuscule publié par le comité) et intitulé « Le refus du travail », affirme ainsi que le pouvoir ouvrier consiste à « dé-

¹⁶ *Tract du Comité ouvrier du 20 juin 1969*, Ivi (56).

¹⁷ *Tract du Comité ouvrier du 11 décembre 1969*, Ivi (67).

¹⁸ « La réflexion des militants de Marghera est en effet amorcée dans le premier opuscule [portant sur le refus du travail] où ils définissent le pouvoir ouvrier comme pouvoir de négation du travail », Thirion (2022, 380).

truire le pouvoir des patrons »¹⁹, à « balayer le mécanisme de contrôle que le Capital a mis en place sur les ouvriers »²⁰, et à supprimer le rapport de production capitaliste qui rend le travail nécessaire, même si l'on ne peut pas savoir ce qui le remplacera²¹. Dans cette perspective, « pouvoir » est en définitive synonyme de « lutte » et développer le pouvoir ouvrier, c'est affirmer la subjectivité antagoniste du prolétariat, non édifier un nouvel ordre productif et social.

Il est évident qu'une telle conception du pouvoir ouvrier ouvre un certain nombre de problèmes, car il faut bel et bien *construire* concrètement ce pouvoir dans l'usine, ce qui signifie y exercer une influence effective et, comme on le verra, un certain type de contrôle, ne serait-ce qu'indirect, sur l'organisation de la production. Nous allons tâcher de développer cette tension en s'arrêtant sur trois éléments : la centralité de la question des salaires, liée au refus du travail ; le problème de la nocivité ; les modalités spécifiques de la lutte.

4. Pouvoir ouvrier, centralité salariale et refus du travail

L'insistance sur la question du salaire n'est pas propre aux collectifs militants de Marghera, mais traverse toutes les élaborations théoriques et pratiques de lutte des opéraïstes, du début des années 1960 au début des années 1970²². La manière dont les revendications salariales étaient avancées par les opéraïstes et les cercles militants qu'ils influençaient – en particulier par le Comité ouvrier de Porto Marghera, donc – renvoyait à des enjeux décisifs de différents ordres mais liés entre eux.

Il s'agissait d'abord de réclamer des augmentations qui dépassaient l'augmentation de la productivité. Pour les opéraïstes, le salaire doit être appréhendé comme une variable indépendante, qui ne dépend pas de la productivité. C'était là une manière de s'opposer à la logique *productiviste* qui était celle du PCI et des syndicats, laquelle présupposait au fond qu'il

¹⁹ « Le refus du travail », in Sachetto et Sbrogiò (dir.) (2012, 235).

²⁰ Ivi (240).

²¹ « Dans aucune des grandes révolutions de l'histoire, on a su, *a priori*, ce qui se substituerait à ce qui était en train d'être renversé, parce que les modifications dans le caractère des gens, dans les rapports entre les classes, sont si radicales dans les périodes révolutionnaires qu'elles rendent impossible toute hypothèse historique. Ce que les ouvriers devront faire pour abattre le capitalisme modifiera l'histoire des hommes de manière beaucoup plus profonde et radicale que la Révolution française et il est donc impossible de prévoir ce qui arrivera ensuite. Aujourd'hui, nous devons plutôt réfléchir à la façon dont nous allons détruire ce qui existe (*Le refus du travail*, ibidem).

²² Sur ce point, voir Yon (2022).

était possible de concilier les intérêts ouvriers et capitalistes en augmentant les salaires au même rythme que la productivité – ce que l'on appelait alors « politique des revenus », proche de ce que l'on appellerait aujourd'hui « partage des fruits de la croissance ». Plus encore, pour les opéraïstes, « la lutte autonome pour les salaires ne doit pas seulement être indépendante de la politique des revenus mais orientée *contre* la logique même de cette politique, utilisée comme un bélier pour briser le “plan du capital” »²³. Obtenir des augmentations de salaires plus fortes que l'augmentation de la productivité implique en effet d'attaquer le taux de profit, et à terme de faire entrer en crise l'économie capitaliste. En ce sens, le niveau de salaire est étroitement lié au rapport de forces entre les classes, en trois sens indissociables : il en est à la fois l'expression, le terrain et le facteur. Ou encore : le salaire est à la fois un indice, un enjeu et une arme de la lutte de pouvoir entre les deux classes.

Par ailleurs, rendre le salaire indépendant de la productivité permettait de l'indexer sur un autre critère : les *besoins matériels* des ouvriers. Un texte écrit par le Comité ouvrier en 1969 évoque ainsi « l'élémentaire simplicité de l'intérêt de classe des ouvriers ; moins de travail et plus d'argent. Moins de travail parce que c'est l'unique moyen pour les ouvriers de passer à l'offensive, avec aussi l'occupation. Et plus d'argent, car nous en avons assez du salaire calculé en fonction de la productivité : le salaire doit être fonction des besoins matériels de la vie de l'ouvrier »²⁴.

Les élaborations théoriques et les pratiques de lutte opéraïstes nouent ensemble la question salariale, le refus de la logique productiviste et un autre élément fondamental : le refus du travail. Le Comité ouvrier de Porto Marghera, dans son opuscule intitulé précisément « Le refus du travail »²⁵, soutient explicitement que le travail salarié, à une époque où le développement des forces productives le rend largement superflu, apparaît désormais comme absurde, et est essentiellement un moyen de contrôle des prolétaires par le capital²⁶. Le travail salarié se confond en ce sens avec le pouvoir

²³ *Ibidem*.

²⁴ *Tract du Comité ouvrier du 20 juin 1969*, in Sachetto et Sbrogiò (dir.) (2012, 50-51).

²⁵ *Le refus du travail*, Ivi (235-241). Marie Thirion souligne que « la conception du refus du travail, développée par le Comité de Marghera, provient [...] très certainement de la pensée de [James] Boggs et de celle de [Mario] Tronti, et il est probable que ces dernières aient également été filtrées par les discussions avec les intellectuels opéraïstes » (Thirion, 2022, 380).

²⁶ « Le capital est disposé à nous remettre dans des usines techniquement dépassées, construites pour cela, pour nous contrôler politiquement. Pour cela, il est disposé aussi à payer des gens qui travaillent complètement sans but. C'est pourquoi le discours sur le refus du travail devient actuel. Avec ce développement des machines, il serait

du capital. Dissocier salaire et productivité, et plus encore dissocier salaire et activité (avec l'idée d'un salaire *garanti* versé pour satisfaire les besoins plutôt que comme rétribution du travail), rompt radicalement avec la logique capitaliste²⁷.

La politique concernant le salaire menée à Marghera a bien entendu pris des formes adaptées à la lutte concrète. On a ainsi formulé les demandes d'augmentation d'une manière spécifique, en réclamant des augmentations identiques pour tous les niveaux de la hiérarchie des salaires, comme durant la lutte concernant les conventions collectives au Petrolchimico de juillet à décembre 1968 lors desquelles une prime de production de 5000 lire pour tous a été exigée. Comme l'écrit Devi Sacchetto, « le but [n'était] pas tant le montant de l'augmentation salariale que la défense, comme objectif politique, de la reconnaissance d'une égalité de traitement entre l'ouvrier et l'employé et les différentes qualifications »²⁸. Il s'agissait d'unifier les différentes catégories salariales – d'unifier la classe – avec une revendication simple, identique, partagée. Cela permettait du reste de faire appel au sens de la justice de chacun, en mettant en évidence l'absurdité du traitement relativement privilégié de certaines catégories (les employés par rapport aux ouvriers, par exemple) sans aucune autre raison que l'arbitraire de la hiérarchie capitaliste, le pouvoir capitaliste utilisant la hiérarchie des salaires et des postes pour diviser la force de travail²⁹.

On a donc un net *égalitarisme*³⁰ concernant le salaire, ainsi que pour d'autres revendications comme les congés. Et cet égalitarisme est à la fois une valeur pour laquelle il faut entrer en lutte, c'est-à-dire une *fin* de la lutte (on veut les mêmes acquis pour tous), et un *moyen* pour mobiliser en vue de la lutte, pour unifier la classe et construire le pouvoir ouvrier (celui-ci étant donc compris comme *disposition à lutter*). On constate éga-

possible de travailler beaucoup moins, à condition que les machines inventées par la science moderne ne deviennent pas le monopole exclusif des États-Unis et de l'Union soviétique, comme c'est le cas maintenant, mais qu'elles soient utilisables par tout le monde » (Ivi, 239).

²⁷ L'idée de salaire garanti apparaît ainsi comme l'aboutissement, au début des années 1970, de la dissociation entre salaire et productivité : « Pendant les années 1960, les ouvriers d'usine avaient lutté pour séparer les salaires de la productivité ; désormais, le slogan du salaire garanti résumait une stratégie de séparation entre salaire et travail, affirmant la reproduction des besoins du prolétariat au-dessus des conditions du capital et contre elles », Wright (2022, 213). Voir notamment Potere Operaio, *La scadenza e il partito* dans le supplément à "Potere Operaio", 38-39, 1^{er} mai 1971.

²⁸ Sacchetto (2012, 388).

²⁹ Pour une analyse plus développée sur ce point, voir Yon (2022).

³⁰ L'égalitarisme est particulièrement vif dans « la "masse compacte" des ouvriers non qualifiés », comme le remarque Karel Yon, Ivi.

lement une telle coïncidence entre la fin et les moyens pour une autre revendication, la baisse du temps de travail, dans la mesure où il s'agit à la fois d'un objectif en soi et d'un moyen de renforcer la lutte (travailler moins permettant de plus lutter). Tout se passe donc comme si l'on avait – ou projetait – une logique cumulative : plus on gagne, plus le conflit s'intensifie et se radicalise.

Toujours est-il que les revendications concernant le salaire et le temps de travail s'inscrivent dans une logique de refus du travail. Steve Wright a pu parler à ce propos d'une « éthique de la consommation »³¹, selon laquelle la vraie vie est hors de l'usine, opposée implicitement mais clairement à la « morale des producteurs » sorélo-gramscienne prégnante au sein PCI. L'expression « éthique de la consommation » doit toutefois être nuancée ou modalisée : si elle a le mérite d'opposer clairement le refus du travail opéraïste à la logique productiviste d'autres courants (dont le PCI, donc), elle pourrait laisser penser que l'horizon est la consommation *marchande*, alors qu'il n'en est évidemment rien, et que les opéraïstes, à Marghera notamment, critiquent – en particulier dans les années 1970 – la domination capitaliste non seulement dans l'usine mais également dans les autres sphères de la vie quotidienne³².

La centralité du salaire est donc absolument claire pour les opéraïstes des années 1960, et apparaît en quelque sorte comme le pendant de la centralité de l'usine. On lit par exemple, dans un article écrit par le groupe Potere Operaio veneto-emiliano et publié dans la revue *Potere operaio* en 1968, que « le terrain politique sur lequel se mesure aujourd'hui le rapport de force entre ouvrier et capitaliste est celui de l'usine, et le rapport salaire-profit est la clé du fonctionnement global de la société capitaliste. Ce qui hier était économique est aujourd'hui le seul réel terrain politique »³³. Il semble donc que le pouvoir ouvrier s'identifie, en définitive, à la question du salaire. C'est ce qu'affirme explicitement Tronti en 1969 (date à laquelle il est déjà retourné au PCI mais où il conserve une influence notable sur le mouvement opéraïste) : « pour l'ouvrier d'aujourd'hui – et il a raison – les heures de travail, les cadences, le travail à la pièce, les primes sont le salaire, les pensions sont le salaire, *le pouvoir dans l'usine lui-même est le salaire* »³⁴.

On peut néanmoins se demander s'il n'existe pas une certaine tension entre cette centralité accordée au salaire et l'idée d'irréductibilité – retrou-

³¹ Wright (2022, 215).

³² Je remercie Judith Revel pour cette réflexion, faite lors du colloque dont est issu le présent texte.

³³ "Potere Operaio" (1968, 4).

³⁴ Tronti (1968, 508). Je souligne.

vée également chez Gramsci – des travailleurs à la forme-marchandise et au salariat. Contrairement à Gramsci qui oppose la perspective du producteur à celle du salarié, les opéraïstes cherchent en fait à *subvertir* la forme salaire, à en faire une arme qu'ils retournent contre le capital. Mais il existe certaines revendications, concernant en particulier la nocivité, qui ne peuvent pas se traduire seulement en revendication salariale, et qui demandent aussi de se préoccuper de l'organisation concrète de la production dans l'usine – qui demandent d'exercer un certain contrôle, de la part des ouvriers, sur cette organisation.

5. Pouvoir ouvrier et question de la nocivité

Venons-en donc à une deuxième question, décisive à Marghera et notamment au « Petrolchimico » : le problème de l'insalubrité et de la *nocività* (*nocività*), c'est-à-dire, concrètement, le fait que les ouvriers se fassent empoisonner et tuer lentement, voire rapidement, par les produits chimiques utilisés ou produits, les fuites de gaz, les accidents de toutes sortes, etc. Ce problème devient un enjeu toujours plus central de la lutte du Comité ouvrier de Porto Marghera puis de l'Assemblée autonome (le premier s'étant dissout dans la seconde en novembre 1972), et les ouvriers en sont de plus en plus conscients et préoccupés.

Un ouvrier et militant syndical d'une usine de Marghera, Ferruccio Brugnaro³⁵, qui était aussi poète, a écrit des lignes saisissantes sur son travail et notamment sur l'angoisse de la nocivité. Pensons à son poème intitulé « Le chlorure de vinyle », écrit en 1966 :

Dans notre atelier on travaille / le chlorure. / Nous venons d'apprendre / que c'est une substance / cancérigène. / Nous avons longtemps parlé aujourd'hui / de cela / nous avons discuté, débattu. / Nous sommes désemparés. / De durs frémissements courent / le long des fenêtres / de l'atelier. / Le chlorure de vinyle / n'épargne personne. / La mort n'a / jamais été / aussi présente. / On ne sent que la mort³⁶.

³⁵ Ferruccio Brugnaro était membre du conseil d'usine de la Montefibre-Montedison, militait dans les rangs de la CISL (la confédération syndicale catholique) et n'était pas membre du Conseil ouvrier de Porto Marghera.

³⁶ « Nel nostro reparto si lavora / il cloruro. / Abbiamo saputo di recente / che è una sostanza / cancerogena. / Abbiamo parlato a lungo oggi / di questo / abbiamo discusso, dibattuto. / Siamo stravolti. / Duri brividi corrono ora / sui finestrone / del reparto. / Il cloruro di vinile / non risparmia nessuno. / La morte non è / mai stata / così presente. / Non si sente che la morte ». Ce poème, comme d'autres, a d'abord été diffusé dans les usines de Porto Marghera, avant d'être publié dans le quotidien *La nuova Venezia*.

Or cette question de vie ou de mort, vécue comme telle par les ouvriers, n'a pas été véritablement comprise par les syndicats, qui sont restés pris dans une logique de négociation, de *monétisation*, demandant des indemnités ou primes pour les activités nocives. Cette mise en équivalence était insupportable pour les travailleurs : face à la nocivité, l'irréductibilité de leur vie à la forme marchande leur est apparue en toute clarté.

Cela a renforcé progressivement la perspective du refus du travail. Dans un tract écrit par les membres de l'Assemblée autonome en 1974 intitulé « Nocivité et hypocrisie » on lit ainsi :

C'est en luttant pour travailler moins, pour ne pas mourir anéantis par le travail qu'on lutte aussi contre la nocivité. Parce qu'il est funeste de se lever tous les matins pour aller travailler, de suivre les cadences, les règles de la production, de travailler par équipes, de rentrer à la maison avec un salaire qui contraint à retourner à l'usine le lendemain³⁷.

En 1972, le Comité ouvrier lance le projet de comités contre l'insalubrité, après une nouvelle fuite de gaz. Il précise dans un tract que ces comités « ne doivent pas être des commissions qui contrôlent la nocivité de l'environnement et font appliquer les lois anti-accidents ou encore des commissions paritaires qui étudient les conditions de travail. Il doit s'agir de noyaux organisés d'ouvriers qui font cesser les tâches dangereuses, qui empêchent que soient imposées des tâches ne correspondant pas à nos attributions, qui punissent les petits chefs qui nous les brisent trop »³⁸. Pour limiter les effets négatifs de la nocivité il ne s'agit donc d'entrer ni dans une logique de cogestion, ni dans une logique d'expertise, ni dans une logique de contrôle ouvrier direct, mais de renforcer la *puissance antagoniste*. Le Comité ouvrier entretient certes des relations avec des étudiants en médecine et des médecins du travail de Padoue, ce qui lui permet de produire une sorte de *contre-expertise*³⁹. Pour autant, l'action sur le cycle productif ne consiste pas à en prendre (même partiellement) la direction mais à mettre fin au travail en ses points et moments les plus dangereux. À nouveau, l'exercice du pouvoir ouvrier est appréhendé, d'une manière

Il a été repris dans le recueil de Brugnaro (1976), et on le trouve en français dans Brugnaro (2002, 40-41). Sur Brugnaro, voir Thirion (2024).

³⁷ Cité dans Sachetto et Sbrogiò (dir.) (2012, 99-100).

³⁸ Ivi (90).

³⁹ Ivi (320-321). « Par l'organisation de contre-visites médicales, la production d'une contre-expertise sur la nocivité, la légitimation du refus du travail par la distribution d'arrêts maladie permettant d'organiser "un absentéisme collectif" », les ouvriers mobilisés de Porto Marghera ont « contraint les syndicats locaux à sortir du déni », Yon (2022).

principalement négative, comme développement d'une capacité d'interruption de la production manifestant une puissance antagoniste.

Il s'agit ici de négations *déterminées*, qui agissent concrètement sur la forme du procès de production. Un article de *Lavoro zero*, revue rédigée par des travailleurs et militants, revendique ainsi en mai 1974 la pratique de la F-A-R : fermeture, assainissement, réouverture.

Il ne s'agit pas d'attendre que l'explosion d'une valve, une fuite de gaz, le diagnostic de surdité, etc., mettent en évidence les défauts des installations ; le problème de la sécurité n'est pas lié seulement à la plus ou moins bonne qualité des composants techniques des installations. L'atelier devient dangereux aussi quand il n'y a pas assez d'effectifs, quand les cadences sont trop élevées, quand le chef se fait l'exécutant de la répression patronale, etc. Dans chacun de ces cas, l'atelier doit fermer et ne sera pas réouvert tant que les exigences ouvrières ne seront pas satisfaites, et le salaire doit être garanti à tous les ouvriers concernés par la fermeture. [...] Comme ce programme ne trouve pas d'écho dans les organisations syndicales [...] il faut que les ouvriers se construisent leur propre organisation capable de lui donner vie : un noyau de camarades dans chaque atelier, un réseau qui relie chaque atelier, qui garantit l'information et les contacts dans les moments de lutte, qui fait circuler la contre-information⁴⁰.

Même si les militants ouvriers ne remettent pas en cause une manière d'appréhender le pouvoir ouvrier par sa négativité, en lien avec le refus du travail, il semble donc qu'ils tendent également à développer et à exercer un *contrôle ouvrier indirect*, c'est-à-dire à agir sur l'organisation même de la production, et pas seulement à s'en dégager.

6. Pouvoir ouvrier et modalités spécifiques de lutte dans l'usine

C'est dans la mesure où le pouvoir ouvrier dans l'usine consiste donc principalement à unifier la classe ouvrière d'une manière antagoniste que, fin 1967, Potere Operaio veneto-emiliano a pu parler de « guérilla dans l'usine⁴¹ ».

Dans cette logique, même l'absentéisme peut être considéré comme une expression, certes ambivalente et paradoxale, du pouvoir ouvrier. En mars 1975, l'Assemblée autonome publie ainsi un texte intitulé *Absentéisme : terrain de la lutte ouvrière*, où l'absentéisme est présenté comme une lutte « individuelle » de défense *contre* le travail.

Le caractère négatif que doit revêtir le pouvoir ouvrier se traduit également dans une vive suspicion à l'égard des stratégies ou des revendi-

⁴⁰ Sachetto et Sbrogiò (dir.) (2012, 111).

⁴¹ "Potere Operaio" (1967, 2).

cations d'autogestion ou de contrôle ouvrier, étant donné qu'il importe de refuser le travail et non de se substituer (ni encore moins de s'associer) aux capitalistes pour gérer la production capitaliste :

De cette manière l'autogestion désarme la classe : à la place des redoutables instruments que celle-ci a découverts et renforcés *contre* le rapport de production capitaliste, elle offre un modèle de "libération" qui est objectivement réactionnaire, même dans le rapport de production capitaliste lui-même⁴² [dans la mesure où ce sont les secteurs les plus attardés de la classe, attachés à leurs qualifications traditionnelles, qui promeuvent l'autogestion ainsi comprise].

Cela étant, les exigences mêmes de la lutte peuvent mener à des pratiques qui se rapprochent implicitement et indirectement d'un certain contrôle ouvrier sur la production. Une telle logique apparaît clairement dans au moins trois configurations spécifiques.

Première configuration. Renforcer le pouvoir ouvrier signifie notamment mener des grèves incisives qui « font mal » au patron tout en étant les moins coûteuses possible pour les ouvriers. Pour cela, diverses techniques radicales sont employées : pauses autoproclamées, grèves intermittentes ou sauvages, cortèges internes dans l'usine pour mobiliser les travailleurs, manifestations internes pour expulser les jaunes qui restent travailler, coulage de la production, auto-réduction des rythmes de travail, occupations improvisées des ateliers, embuscades contre les chefs, etc.⁴³ Or, pour gagner encore en efficacité, une connaissance fine et même une *maîtrise* du processus productif s'avèrent décisives. Ainsi, le Comité ouvrier impulsait des grèves *articulées* et tournantes, atelier par atelier : un seul atelier faisait grève à la fois, mais pouvait bloquer ou du moins ralentir la production de toute l'usine (technique de lutte qui peut être favorisée par la continuité de la production requise dans les industries de process comme l'industrie chimique).

Deuxième configuration. Face au prétexte de la sécurité dans les usines chimiques utilisé pour réquisitionner des travailleurs dits « indispensables », l'une des réponses des ouvriers est d'arrêter eux-mêmes les installations puis de les redémarrer lors de la reprise du travail. Ce faisant, ils démontrent leur capacité à maîtriser des cycles productifs continus, ce qui a non seulement pour effet de rendre la grève plus massive et efficace, mais aussi de remettre en cause la hiérarchie dans l'usine, qui réserve ordinairement des tâches aussi complexes et dangereuses à des cadres et ingé-

⁴² Cacciari (1969, 459).

⁴³ Sachetto et Sbrogiò (dir.) (2012, 51).

nieurs. Citons Armando Penzo, revenant sur ces luttes dans un entretien avec Devi Sachetto en 2007 :

Par la qualité des objectifs qu'elle a fixés, des luttes qu'elle a menées et pour la démonstration que la classe ouvrière, quand elle le décide, est capable de gérer le cycle productif elle aussi. Dans le cas du Petrolchimico, la complexité du processus productif semblait démontrer que seules des personnes hautement qualifiées comme les ingénieurs, les chefs de département, etc., dépositaires de la connaissance de l'ensemble du cycle, permettait de le faire tourner. Et les ouvriers ont démontré, par les luttes de l'autogestion, qu'ils étaient capables de le gérer, de l'arrêter, de le redémarrer. Sans aucune hésitation, sans aucune difficulté... Dans la pratique, la direction affirmait que les installations chimiques ne pouvaient être arrêtées parce que cela présentait des risques importants. Ce qui impliquait aussi que la grève ne pouvait réussir totalement parce que ce n'était pas les soi-disant "subordonnés" qui étaient capables de maintenir en marche les installations. Nous voulions démontrer que la production pouvait être arrêtée et qu'ensuite tous les ouvriers pouvaient maintenir la sécurité des installations et observer les heures de grève qui avaient été prévues. Pour la direction, c'était considéré comme impossible ; nous, nous l'avons démontré dans les faits. Nous avons arrêté les installations de la C1, qui étaient une des plus avancées technologiquement, et aussi l'une des plus dangereuses. Nous avons arrêté le C1, mis en sécurité et à la fin de la grève, nous l'avons redémarré. Et nous l'avons remise aux mains des dirigeants, du chef d'atelier, du personnel dirigeant, comme eux-mêmes l'auraient fait. Et nous avons démontré que la capacité, la professionnalité et la préparation dont les travailleurs faisaient preuve, pouvaient être meilleures que celles des dirigeants⁴⁴.

Remarquons l'air de famille entre cette dernière affirmation et l'idée gramscienne selon laquelle la gestion ouvrière de l'usine pouvait être plus efficace et productive que la gestion capitaliste.

Troisième configuration. Dans le cadre d'une lutte réclamant une baisse du temps de travail en 1972, le Comité ouvrier a proposé une grève perlée prenant la forme d'une réorganisation globale du travail, en introduisant une cinquième équipe et où chaque équipe travaillerait seulement 37 heures et 20 minutes, la durée revendiquée. Le moyen de la lutte était donc l'application immédiate, par les ouvriers eux-mêmes, de la revendication, ce qui privait le patron de son contrôle sur les équipes de travail, et sapait ainsi son pouvoir. Un jeune militant se rappelle cette expérience d'auto-organisation ouvrière de la production :

Je me souviens une fois, il y avait ceci [une feuille de carton marron] collée au mur, via Pasini, voilà les cartes de paquets, et c'était Italo [Sbrogiò] qui écrivait les tours, avec le feutre "Toi ici, toi là !", pour organiser les travailleurs en équipe, pour obtenir justement cette réduction des horaires, à 37 heures et 20 minutes, avec la

⁴⁴ Ivi (326-327).

cinquième équipe. Et puis, il prévoyait que ce soit la cinquième équipe elle-même, qui entre en action, de façon autonome. Et ça, on l'a pratiqué un peu [...]. J'ai été stupéfait par cette connaissance du cycle productif, de l'intérieur. Pour connaître aussi le cycle productif, il fallait être aussi techniciens, experts chimistes⁴⁵.

Dans ces trois configurations, on constate donc une certaine forme de contrôle ouvrier ou de gestion ouvrière de la production – mais non parce que l'autogestion serait la réalité du pouvoir ouvrier : plutôt parce qu'elle permet d'intensifier la puissance antagoniste de la classe ouvrière, et cela toujours le cadre de luttes dont le sens et horizon ultime est le refus du travail.

7. Conclusion

Caractérisé fondamentalement par la négativité, le pouvoir ouvrier, tel que théorisé et pratiqué à Marghera par les militants opéraïstes, a eu une influence effective et concrète sur l'organisation même de la production, mais sans que celui-ci relève de la (co)gestion directe, dans la mesure où il était l'effet de négations déterminées et une manière particulière d'intensifier la capacité antagoniste de la classe ouvrière : si certaines luttes radicales ont impliqué des moments de positivité, ce fut précisément à titre de moments.

La lecture des écrits des militants et travailleurs de Marghera, quel que soit leur statut (opuscules théoriques, articles politiques, tracts militants, témoignages rétrospectifs, expressions artistiques, etc.), montre l'importance du refus du travail – à la fois comme « champ d'expérience » et comme « horizon d'attente », pourrait-on dire en employant librement les termes de Koselleck. Il apparaît ainsi que, loin d'être une conception spéculative, l'approche *négative* du pouvoir ouvrier entre en résonance immédiate avec les aspirations des travailleurs et leurs luttes contre toute marchandisation de leurs existences.

Dans le même temps, ces écrits – et c'est peut-être là que réside leur principal apport propre en comparaison d'élaborations plus exclusivement théoriques – exposent les différentes manières dont une telle perspective négative est développée et spécifiée dans des luttes concrètes (autour des salaires, de la nocivité, etc.), et en fonction de leurs modalités déterminées (grèves articulées, arrêt des installations, réorganisation de la division du travail, etc.). C'est ainsi que l'on voit, du point de vue des acteurs eux-

⁴⁵ Ivi (325).

mêmes, le pouvoir ouvrier acquérir une effectivité, et notamment prendre la forme d'un contrôle ouvrier sur le cycle productif – mais d'un contrôle ouvrier indirect, qui ne saurait être une fin en soi. Dans ces textes, le pouvoir ouvrier est donc d'abord appréhendé comme lutte, antagonisme et résistance mais, en tant que tel, il limite bel et bien le champ de l'action du capital, le dessine voire le détermine dans une large mesure. Ce type de pouvoir se rapproche de la conception de Foucault pour qui « [le pouvoir] est un ensemble d'action sur des actions possibles : il opère sur le champ de possibilité où vient s'inscrire le comportement de sujets agissants : il incite, il détourne, il facilite ou rend plus difficile, il élargit ou il limite, il rend plus ou moins probable [...]. [C'est] une action sur des actions »⁴⁶. Bien entendu, il s'agit ici moins d'une action sur les actions de sujets agissants, que d'une action sur le mouvement du capital, une action sur la production capitaliste.

En définitive, il semble que Toni Negri ait affirmé à raison que le Comité ouvrier de Marghera a été une véritable « institution ouvrière », en tant que « lieu commun de *production ouvrière de normes*, d'indication d'actions, d'organisations de luttes⁴⁷ ». En ce sens, il a été un véritable pouvoir alternatif, bien que négatif, dans l'usine. Mais un pouvoir alternatif ne pouvait évidemment se développer intégralement en s'en tenant au seul niveau de l'usine. Les militants en étaient bien sûr conscients et ils se sont de plus en plus efforcés, notamment dans les années 1970, de construire le pouvoir ouvrier sur tout le territoire et dans les autres sphères sociales, jusqu'à une révolution totale. Cette extension était du reste rendue impérative par au moins trois phénomènes, qui plaçaient le rapport de force entre classes hors de l'usine : l'inflation, qui rongait les augmentations de salaire obtenues ; les restructurations et le chômage, qui sapaient la centralité de l'usine ; la répression, qui a fini par triompher, un certain nombre des militants les plus actifs ayant d'ailleurs été emprisonnés dans le cadre du procès du 7 avril 1979. Malgré les efforts et la créativité des militants de Marghera pour les contrecarrer, les mouvements du capital, combinés à l'action de l'État, ont fini par l'emporter et par étouffer très largement le pouvoir ouvrier qui s'était affirmé pendant deux décennies.

⁴⁶ Foucault (1980-1988, 237).

⁴⁷ Negri (2012, 213).

Bibliographie

- Bortolozzo G., (1998), *L'erba ha voglia di vita. Autobiografia e storia politica tra laguna e Petrolchimico, Venezia-Mestre*, Venezia: Associazione Gabriele Bortolozzo.
- Brugnaro F. (1976), *Dobbiamo volere: racconti, poesie, pensieri*, Vérona: Bertani.
- (2002), *Le printemps mûrit lentement*, Paris: Editinter.
- Cacciari M. (1969), *Teoria e organizzazione in Francia, dopo il maggio*, “Contropiano”, 2: 451-473..
- Cavazzini A. (2013), *Enquête ouvrière et théorie critique*, Liège: Presses Universitaires de Liège.
- Donaggio F. (1977), *In fabbrica ogni giorno, tutti i giorni*, Verona: Bertani.
- Descendre R., Zancarini J.C. (2023), *L'Œuvre-vie d'Antonio Gramsci, Paris: La Découverte*.
- Foucault M. (1980-1988), « Le sujet et le pouvoir », in *Dits et écrits*, Paris: Gallimard.
- Gramsci A. (1974), Écrits politiques I, 1914-1920*, éd. Robert Paris, Paris: Gallimard.
- Negri A. (2012), *Un intellectuel au milieu des ouvriers*, in Sachetto D., Sbrogiò G. (dir.), (2012), *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera. Du Comité d'usine à l'Assemblée régionale (Vénétie – 1960-1980)*, Paris: Les nuits rouges, 203-219.
- Potere Operaio veneto-emiliano (1967), *Corni*, “Potere Operaio”, 5.
- Potere Operaio veneto-emiliano (1968), *Cosa chiede al partito la classe operaia in lotta*, “Potere Operaio”, 8.
- Potere Operaio (1971), *La scadenza e il partito*, dans le supplément à *Potere Operaio*, 38-39.
- Sacchetto D., Sbrogiò G. (dir.), (2012), *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera. Du Comité d'usine à l'Assemblée régionale (Vénétie – 1960-1980)*, Paris: Les nuits rouges.
- Sacchetto D. (2012), *Expériences de classe*, in Sachetto D., Sbrogiò G. (dir.), (2012), *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera. Du Comité d'usine à l'Assemblée régionale (Vénétie – 1960-1980)*, Paris: Les nuits rouges, 243-394.
- Sbrogiò I. (1990), *Tuberi e pan secco. Itinerario autobiografico sociale, culturale e politico*, Padova: Il Poligrafo.
- Sorel G. (2013 [1907]), *Réflexions sur la violence*, Paris: Entremonde.

- Thirion M., (2022), *Organiser le pouvoir ouvrier : le laboratoire opéraïste de la Vénétie entre discours et pratiques militantes (1960-1973)*, sous la direction d'Alessandro Giacone et Elisa Santanela, soutenue à l'Université Grenoble Alpes.
- (2024), *Organiser le pouvoir: le laboratoire opéraïste de la Vénétie (1960-1973)*, Marseille: Agone.
- (2024), *Un "poing de soleil". Du corps au travail au corps en révolte: la poésie de Ferruccio Brugnaro*, "Cahiers d'études italiennes", 38: <https://journals.openedition.org/cei/14521>, consulté le 19 mars 2024.
- Trevisan P. (2017), *Petrolchimico. Autobiografia di un sopravvissuto*, Verona: Cierre.
- Tronti M. (1968), *Internazionalismo vecchio e nuovo*, "Contropiano", 3 : 505-506.
- Wright S. (2022), *À l'assaut du ciel. Histoire critique de l'opéraïsme*, Paris: Entremonde.
- Yon K. (2022), *Le salaire de l'opéraïsme. Première partie (années 1960) : qu'y a-t-il de politique dans le "salaire politique"?*, "Salariat. Revue de Sciences sociales": <https://www.revue-salariat.fr/index.php/2022/11/10/le-salaire-de-loperaisme-premiere-partie-annees-1960-quy-a-t-il-de-politique-dans-le-salaire-politique/>, consulté le 19 mars 2024.
- Zazzara G. (2019), *La disparition de l'Italie industrielle : Porto Marghera en Vénétie*, "20 & 21. Revue d'histoire", 144 :146-160.

